

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 48.206/2
DU 10 MAI 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 mai 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "fixant des mesures particulières concernant le recrutement et le régime pécuniaire de certains membres du personnel du SPF Justice appartenant à la surveillance", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de noodzaak om het huidige besluit in voege te laten treden op 17 mei 2010 om de nieuwe procedure van doorlopende vergelijkende selectie op die datum zoals overeengekomen met het Selectiebureau van de Federale Overheid op te starten, bij ontstentenis waarvan de penitentiaire inrichtingen enerzijds niet over wervingsreserves zouden beschikken voor de functie van penitentiair bewakingsassistent en anderzijds niet in staat zouden zijn om de wervings- en opleidingscycli zoals vastgelegd met de representatieve vakorganisaties te waarborgen".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Examen du projet

Préambule

1. Le fondement juridique de l'article 2, qui s'applique directement aux agents contractuels, se trouve dans l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1993 "portant certaines mesures en matière de fonction publique", remplacé par la loi du 24 décembre 2002, qui dispose ce qui suit :

"Par dérogation à l'article 3 et sans préjudice des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sur proposition du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les circonstances dans lesquelles il peut être procédé à l'engagement de personnes sous contrat de travail, les conditions et les modalités de leur engagement et leurs conditions de travail".

Il y a donc lieu de viser cette disposition dans le préambule ⁽¹⁾.

2. Le préambule d'un arrêté royal ne peut viser d'autres arrêtés royaux que s'il modifie ou abroge ces autres arrêtés royaux, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

En conséquence, les alinéas 2 à 4 doivent être omis ⁽²⁾.

(1) Dans ce sens, voir l'avis 47.764/3, donné par la section de législation du Conseil d'État le 16 février 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 15 mars 2010 portant diverses mesures relatives à la carrière des agents de l'État.

(2) Dans le même sens, voir l'avis 47.375/2, donné par la section de législation le 5 novembre 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 novembre 2009 "fixant les dispositions administratives et pécuniaires de la carrière de certains membres du personnel du SPF Justice appartenant à la surveillance, à la technique et à la logistique" qui précise :

"Les arrêtés royaux cités aux alinéas 2 à 4 ne procurent pas de fondement juridique au projet et ne sont pas modifiés ni abrogés par celui-ci. La circonstance, invoquée par le délégué du ministre, que diverses dispositions du projet dérogent à ces arrêtés royaux, ne justifie pas leur mention dans le préambule. Les alinéas 2 à 4 seront par conséquent omis".

Si l'auteur du projet entend les mentionner, ils doivent faire l'objet d'un considérant et non d'un visa.

Dispositif

Article 1^{er}

1. À l'alinéa 1^{er}, dans la version française, l'intitulé exact de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 est "arrêté royal portant le statut des agents de l'État".

2. À l'alinéa 1^{er}, il est suggéré d'écrire "organise" et non "peut organiser".

3. À l'alinéa 3, le Conseil d'État n'aperçoit pas en quoi le critère du "nombre d'emplois vacants" est pertinent pour "l'invitation" des candidats à une session de la sélection comparative permanente dès lors que par définition, le nombre de lauréats ne peut être déterminé au stade de "l'invitation".

Plus fondamentalement, le critère du "nombre d'emplois vacants" ainsi que celui de "l'ordre de leur inscription" suscitent des questions au regard du principe d'égalité.

Article 2

1.1. L'objet de l'article 2 du projet d'arrêté royal ne consiste pas en une dérogation faite à l'article 2, § 1^{er}, 1/, de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels et pécuniaires des personnes engagées sous contrat de travail dans les services publics fédéraux mais résulte plutôt d'une application combinée de cet article 2, § 1^{er}, 1/, et de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 avril 2005 fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics.

En effet, en vertu de l'article 2, alinéa 1^{er}, 3/, de l'arrêté royal du 25 avril 2005 précité, pour être engagée par contrat de travail dans les services publics, il faut que la personne soit porteuse du diplôme ou d'un certificat d'études requis pour le niveau auquel elle est engagée. Depuis l'entrée en vigueur du deuxième alinéa nouveau de cet article 2, à savoir depuis le 2 avril 2010, est assimilée au porteur de ce diplôme ou certificat d'étude, la personne qui a obtenu un certificat de compétences génériques (hors diplôme) délivré par le SELOR (système dénommé "carte d'accès").

Cette disposition permet donc de considérer que la personne, engagée sous contrat de travail en niveau D parce qu'elle est porteuse d'un diplôme ou certificat d'études donnant accès au niveau D, peut être engagée par contrat de travail au niveau C dès lors qu'elle a obtenu un certificat de compétences génériques donnant accès au niveau C.

1.2. Si l'article 2 du projet ne constitue pas une dérogation à l'article 2, § 1^{er}, 1/, de l'arrêté royal du 11 février 1991 précité, il constitue, par contre, une dérogation à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4/, de l'arrêté royal du 25 avril 2005 "fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics", qui dispose que, pour être engagée par contrat de travail, la personne doit "être lauréat d'un concours de recrutement ou d'une sélection comparative organisé par Selor pour les services publics et en cours de validité, correspondant au niveau de la fonction à exercer ou, à défaut, être lauréat d'un test de sélection correspondant au profil de fonction". Or, l'avant-projet permet de passer du niveau D au niveau C sans concours de recrutement, sélection comparative ou test de sélection correspondant au niveau C.

Il y a donc lieu de mentionner expressément cette dérogation à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4/, de l'arrêté royal du 25 avril 2005 précité dans la disposition à l'examen en lieu et place de celle faite à l'article 2 de l'arrêté royal du 11 février 1991 précité

1.3. Compte tenu de la dérogation mentionnée dans l'observation 1.2, il existe un risque que des agents qui n'en bénéficient pas en contestent la légalité sous l'angle des principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution. La section de législation ne peut présumer de

.../...

l'appréciation que des juridictions porteraient sur cette contestation si elles étaient saisies d'un tel litige ⁽³⁾.

1.4. En application de l'article 2, § 1^{er}, 1/, de l'arrêté royal du 11 février 1991, dans l'hypothèse où la personne peut avoir accès, par le fait de l'acquisition du certificat de compétences génériques, à un contrat de travail de niveau C, elle doit être rémunérée au barème correspondant.

La formule choisie dans l'article 2 du projet d'arrêté royal selon laquelle les agents contractuels "reçoivent un contrat dans le niveau C" n'est pas heureuse. Un contrat est conclu entre deux parties, il ne se reçoit pas, pas plus qu'il ne se donne.

Par ailleurs, le contrat en vertu duquel l'agent contractuel est occupé subsiste quant à l'engagement. Il doit tout au plus être adapté quant au niveau auquel l'agent contractuel est occupé - ce qui, en principe, va modifier la nature de ses prestations - et, partant, quant à celui correspondant de la rémunération qui lui est due.

Les éléments essentiels d'un contrat de travail doivent faire l'objet d'un accord entre les parties sans qu'il soit cependant requis, sauf les exceptions prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail (contrat de travail à temps partiel ou pour un travail nettement défini, par exemple, ce qui n'est pas le cas en l'espèce), qu'un "nouveau" contrat soit conclu, *a fortiori* par écrit.

Toutefois, si, en l'occurrence, les agents pénitentiaires contractuels ont été engagés par contrat écrit, la modification nécessaire de leurs conditions essentielles de travail doit également être constatée par écrit.

1.5. En conclusion, il y a lieu de rédiger l'article 2, alinéa 1^{er}, comme suit :

"Art. 2. En dérogation à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4/, de l'arrêté royal du 25 avril 2005 fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics, les agents pénitentiaires contractuels de niveau D qui sont dans un régime de prestations de travail effectives, sont occupés dans le niveau C lorsqu'ils ont obtenu le certificat de

⁽³⁾ Dans ce sens, voir l'avis 47.375/2 précité.

compétences génériques visé à l'article 16, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État et qu'ils se sont portés (la suite comme au projet). Cette modification de leurs conditions de travail fait l'objet d'un accord écrit".

2. Pour ce qui est de la seule assimilation à des prestations de travail effectives de la période pendant laquelle l'agent pénitentiaire contractuel est en congé de maternité ou en congé parental, elle se comprend par le fait que, pour ces deux types de congé, deux directives européennes (la directive 92/85/CEE, en son article 11, 2), a), et la directive 96/34/CE, en sa clause 2, point 6), prévoient que les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour préserver les droits acquis des travailleurs en congé de maternité ou en congé parental.

Toutefois, si l'exécution du contrat de travail est effectivement suspendue pendant le congé de maternité, elle ne l'est pas nécessairement pendant la période où est pris le congé parental puisque celui-ci peut être pris à temps partiel. Dans ce cas, le contrat de travail continue à être exécuté mais à concurrence d'une durée du temps de travail réduite : à tout le moins, un avenant écrit - s'agissant en effet d'un contrat de travail à temps partiel - au contrat de travail doit être conclu comportant le nouvel horaire de travail de l'agent, les heures pendant lesquelles celui-ci est en congé parental ne faisant plus l'objet d'une convention (de prestations de travail) entre lui et son employeur.

Il serait dès lors plus correct de rédiger l'article 2, alinéa 2, du projet comme suit :

"Sont assimilées à des prestations de travail effectives les périodes durant lesquels le contrat de travail a été suspendu conformément à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et pendant la période de congé parental pris en application de l'article 34 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.206/2
VAN 10 MEI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 3 mei 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van bijzondere maatregelen betreffende de aanwerving en het geldelijk statuut van verschillende personeelsleden van de Justitie die deel uitmaken van de bewaking", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de noodzaak om het huidig besluit in voege te laten treden op 17 mei 2010 om de nieuwe procedure van doorlopende vergelijkende selectie op die datum zoals overeengekomen met het Selectiebureau van de Federale Overheid op te starten, bij ontstentenis waarvan de penitentiaire inrichtingen enerzijds niet over wervingsreserves zouden beschikken voor de functie van penitentiair bewakingsassistent en anderzijds niet in staat zouden zijn om de wervings- en opleidingscycli zoals vastgelegd met de representatieve vakorganisaties te waarborgen".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

.../...

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Artikel 2, dat rechtstreeks van toepassing is op arbeidscontractanten, ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 4, eerste lid, van de wet van 22 juli 1993 "houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken", vervangen bij de wet van 24 december 2002, dat als volgt luidt :

"In afwijking van artikel 3 en onverminderd de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, bepaalt de Koning, op voorstel van de minister bevoegd voor de Ambtenarenzaken, bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, de omstandigheden waarin er kan worden overgegaan tot de indienstneming van personen via arbeidsovereenkomst, de voorwaarden en de modaliteiten van hun indienstneming en hun arbeidsvoorwaarden".

In de aanhef moet dus naar die bepaling worden verwezen ⁽¹⁾.

2. In de aanhef van een koninklijk besluit mag alleen naar andere koninklijke besluiten worden verwezen als die bij het koninklijk besluit worden gewijzigd of opgeheven, wat hier niet het geval is.

⁽¹⁾ Zie in die zin advies 47.764/3, dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 16 februari 2010 heeft gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 15 maart 2010 houdende diverse maatregelen betreffende de loopbaan van het Rijkspersoneel.

Bijgevolg moeten het tweede tot het vierde lid vervallen ⁽²⁾.

Als de steller van het ontwerp ze wil vermelden, moeten ze genoemd worden in een lid dat begint met het woord "overwegende", en niet in een lid dat begint met de woorden "gelet op".

Dispositief

Artikel 1

1. Wat de Franse versie van het eerste lid betreft, luidt het juiste opschrift van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 als volgt : "arrêté royal portant le statut des agents de l'État".

2. Er wordt voorgesteld in het eerste lid "organiseert" te schrijven in plaats van "kan [...] organiseren".

3. Wat het derde lid betreft, is het de Raad van State niet duidelijk in welk opzicht het criterium "aantal vacante betrekkingen" relevant is voor de "uitnodiging" van de kandidaten voor een sessie van de doorlopende vergelijkende selectie, aangezien het aantal geslaagden per definitie niet kan worden bepaald in het stadium van de "uitnodiging".

⁽²⁾ Zie in die zin advies 47.375/2, dat de afdeling Wetgeving op 5 november 2009 heeft gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 12 november 2009 "tot vaststelling van de administratieve en geldelijke bepalingen van de loopbaan van verschillende personeelsleden van de FOD Justitie die deel uitmaken van de bewaking, techniek en logistiek", waarin het volgende staat :

"De in het tweede tot het vierde lid aangehaalde koninklijke besluiten leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp en worden niet gewijzigd, noch opgeheven bij dit ontwerp. De door de gemachtigde van de minister aangevoerde omstandigheid dat verscheidene bepalingen van het ontwerp afwijken van die koninklijke besluiten, rechtvaardigt niet dat ze worden vermeld in de aanhef. Het tweede tot vierde lid moeten bijgevolg vervallen".

Fundamenteler is dat de criteria "aantal vacante betrekkingen" en "de volgorde van hun inschrijving" vragen doen rijzen in het licht van het gelijkheidsbeginsel.

Artikel 2

1.1. De strekking van artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit bestaat niet in het afwijken van artikel 2, § 1, 1/, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen in de federale overheidsdiensten, maar volgt veeleer uit een gecombineerde toepassing van dat artikel 2, § 1, 1/, en artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 april 2005 tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten.

Immers, krachtens artikel 2, eerste lid, 3/, van voormeld koninklijk besluit van 25 april 2005, moet de persoon die bij arbeidsovereenkomst bij de overheidsdiensten in dienst wil worden genomen, houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat vereist is voor het niveau waarvoor hij in dienst wordt genomen. Sedert de inwerkingtreding van het nieuwe tweede lid van dat artikel 2, namelijk sedert 2 april 2010, wordt met houder van dat diploma of studiegetuigschrift gelijkgesteld degene die een attest van generieke competenties (verkregen buiten het diploma om) heeft behaald, uitgereikt door SELOR (een systeem genaamd "toegangskaart").

Op basis van deze bepaling kan men er dus van uitgaan dat een persoon die bij arbeidsovereenkomst in dienst is genomen in niveau D omdat hij houder is van een diploma of studiegetuigschrift dat toegang verleent tot niveau D, bij arbeidsovereenkomst in dienst kan worden genomen in niveau C zodra hij een attest van generieke competenties heeft behaald dat toegang verleent tot niveau C.

1.2. Artikel 2 van het ontwerp vormt geen afwijking van artikel 2, § 1, 1/, van het voormelde koninklijk besluit van 11 februari 1991; het wijkt daarentegen wel af van artikel 2, eerste lid, 4/, van het koninklijk besluit van 25 april 2005 "tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten", waarin wordt bepaald dat een persoon, om bij arbeidsovereenkomst in dienst te worden genomen, "geslaagd (moet) zijn voor een vergelijkend

.../...

wervingsexamen of een vergelijkende selectie, door Selor voor de overheidsdiensten georganiseerd, met een niet verstreken geldigheidsduur en overeenstemmend met het niveau van de uit te oefenen functie of, bij ontstentenis, geslaagd zijn voor een selectietest die overeenstemt met het functieprofiel". Het voorontwerp maakt het evenwel mogelijk van niveau D over te gaan naar niveau C zonder vergelijkend wervingsexamen, vergelijkende selectie, noch selectietest die overeenstemt met niveau C.

Er behoort in de voorliggende bepaling dus uitdrukkelijk te worden vermeld dat wordt afgeweken van artikel 2, eerste lid, 4/, van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 2005 in plaats van te vermelden dat wordt afgeweken van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 11 februari 1991.

1.3. Gelet op de in opmerking 1.2 vermelde afwijking, bestaat het gevaar dat personeelsleden die daar buiten vallen, er de wettigheid van betwisten uit het oogpunt van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie die zijn vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De afdeling Wetgeving kan niet vooruitlopen op het oordeel dat rechtscolleges over die betwisting zouden vellen mocht ze een zodanig geschil worden voorgelegd ⁽³⁾.

1.4. Met toepassing van artikel 2, § 1, 1/, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991, moet een persoon, als hij door het verkrijgen van het attest van generieke competenties toegang kan hebben tot een arbeidsovereenkomst van niveau C, bezoldigd worden in de overeenstemmende weddeschaal.

De in artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit gekozen formule, luidens welke arbeidscontractanten "een contract van niveau C [krijgen]" is niet erg geslaagd. Een overeenkomst wordt gesloten tussen twee partijen en wordt niet gekregen, noch gegeven.

Overigens blijft de overeenkomst krachtens welke de arbeidscontractant tewerkgesteld wordt, bestaan wat de indienstneming betreft. Ze moet hooguit worden aangepast wat het niveau betreft waarop de arbeidscontractant wordt tewerkgesteld - wat

⁽³⁾ Zie in die zin voormeld advies 47.375/2.

in beginsel de aard van zijn prestaties zal wijzigen - en bijgevolg wat het daarmee overeenstemmende niveau van de hem verschuldigde bezoldiging betreft.

Omtrent de kernpunten van een arbeidsovereenkomst moet een afspraak worden gemaakt tussen de partijen, zonder dat evenwel een "nieuwe", laat staan een schriftelijke, overeenkomst hoeft te worden gesloten, behoudens de uitzonderingen waarin de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voorziet (bijvoorbeeld een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid of voor een duidelijk omschreven werk, wat in casu niet het geval is).

Indien evenwel, in casu, de contractuele penitentiair beampten in dienst zijn genomen bij schriftelijke overeenkomst, moet de noodzakelijke wijziging van hun essentiële arbeidsvoorwaarden eveneens schriftelijk worden vastgesteld.

1.5. Kortom, artikel 2, eerste lid, dient geredigeerd te worden als volgt :

"Art. 2. In afwijking van artikel 2, eerste lid, 4/, van het koninklijk besluit van 25 april 2005 tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten, worden contractuele penitentiair beampten van niveau D die daadwerkelijke arbeidsprestaties verrichten, tewerkgesteld in niveau C wanneer ze het attest van generieke competenties hebben behaald genoemd in artikel 16, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en zich kandidaat hebben gesteld voor indienstneming in statutair verband als penitentiair bewakingsassistent. Deze wijziging van hun arbeidsvoorwaarden wordt opgenomen in een schriftelijke overeenkomst".

2. Dat met daadwerkelijke arbeidsprestaties gewoon wordt gelijkgesteld de periode waarin de contractuele penitentiair beampte met zwangerschaps- of ouderschapsverlof is, is aannemelijk doordat voor die twee soorten verlof twee Europese richtlijnen (richtlijn 92/85/EEG, artikel 11.2.a), en richtlijn 96/34/EG, clause 2, punt 6), bepalen dat de Lid-Staten alle nodige maatregelen nemen om de verkregen rechten van werknemers met zwangerschaps- of ouderschapsverlof veilig te stellen.

.../...

Hoewel de uitvoering van de arbeidsovereenkomst daadwerkelijk wordt geschorst gedurende het zwangerschapsverlof, is zulks niet noodzakelijk het geval gedurende de periode waarin het ouderschapsverlof wordt genomen, aangezien dit verlof deeltijds kan worden genomen. In dat geval wordt de arbeidsovereenkomst verder uitgevoerd maar ten belope van een beperkte duur van de werktijd : op zijn minst moet een schriftelijke overeenkomst ter aanvulling van de arbeidsovereenkomst worden gesloten - het gaat immers om een deeltijdse arbeidsovereenkomst - waarin het nieuwe werkrooster van het personeelslid wordt opgenomen, en de uren dat het personeelslid met ouderschapsverlof is, vallen niet meer onder een overeenkomst (inzake arbeidsprestaties) tussen hem en zijn werkgever.

Het zou bijgevolg juister zijn artikel 2, tweede lid, van het ontwerp te redigeren als volgt :

"Gelijkgesteld met daadwerkelijke arbeidsprestaties worden de periodes gedurende welke de arbeidsovereenkomst geschorst is overeenkomstig artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 en de periode van ouderschapsverlof genomen met toepassing van artikel 34 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS